



« LA FRANCE DANS LA MONDIALISATION »
table ronde 2 – sessions 1 & 2

Session 1

Lors de la session 1 de la table ronde 2, Pascal Lamy a précisé que la mondialisation économique allait plus vite que la capacité à organiser des règles. Mais selon lui les règles ne sont pas

l'essentiel, l'essentiel c'est la compétitivité ; la France exporte pour deux tiers avec l'Union Européenne et pour un tiers avec le reste du monde dont la moitié de pays industrialisés et la moitié de pays en voie de développement. Donc plutôt que de traiter 15% du sujet mieux vaut s'occuper des 85%.

Notre balance commerciale est modérément dégradée par rapport à l'Asie mais profondément dégradée dans la zone euro.

C'est un problème de spécialisation sectorielle, mais on ne développe pas une compétitivité sectorielle, on développe plutôt des segments et des gammes de produits.

Il y a un problème en France de culte de la menace extérieure à laquelle on répond par de la protection. Il faut changer cette culture pour renforcer notre compétitivité. C'est au discours politique de faire changer cet état d'esprit. Il faut changer le regard sur l'actualité.

Pascal Lamy a cité notamment l'attitude de la France par rapport aux négociations commerciales en cours : celles-ci durent depuis 7 ans, ce qui n'est pas anormal quand on les compare aux rounds précédents, d'autant que cette fois-ci il y a 2 fois plus de sujets et 3 fois plus de pays, et qu'on recherche un consensus. Il considère que la France et l'Union Européenne bénéficieront des futurs accords. La France est bien placée et pourtant elle cultive ses peurs.

Louis Gallois a rappelé qu'EADS était mondiale par ses clients mais européenne par ses implantations industrielles. Pour l'accès aux marchés il faut être dans les pays concernés et donc s'y implanter, sous forme de bureaux d'études, de centres de recherche ou de chaînes de montage. Il en est de même pour l'accès aux ressources financières (partenariats) et humaines (manque d'ingénieurs en Europe).

Il y a enfin l'évolution monétaire qui touche Airbus de plein fouet puisque le concurrent produit et vend en dollars. EADS est de fait sous une pression euro/dollar énorme qui l'oblige à se couvrir et à générer des économies importantes.

Revenant sur l'intervention de Pascal Lamy, Louis Gallois a confirmé que la France était un pays singulier dans sa capacité à se faire peur. Il importe de passer de la culture de la menace à celle de l'action.

Pascal Lamy a convenu que le sujet des normes et des standards était essentiel, y compris avec les normes privées. Louis Gallois a ajouté que la partie juridique d'une vente était décisive et que son groupe élaborait ses propres normes.

Pascal Lamy a conclu que les entreprises françaises bénéficiaient de l'ouverture des changes car celle-ci créait l'efficience et la croissance. Sur la monnaie, il a constaté qu'on parlait plus de l'euro quand il était haut que quand il était bas. Il a reconnu que l'impact des évolutions monétaires était réel sur la compétitivité mais que le cycle commercial portait sur 15 à 20 ans alors que les mouvements monétaires étaient plutôt sur un cycle d'un à deux ans.

Session 2

Lors de la session 2 de la table ronde 2, Thierry Desmarest a abordé plusieurs sujets relatifs à l'énergie : les horizons pétrolier et gazier à 15 et 25 ans (point de retournement) et les changements climatiques, la combustion des hydrocarbures est responsable de 60% des rejets de CO² dans le monde, la croissance annuelle de demande de pétrole (+10%) et de gaz et de charbon (+30%), le rôle de Total pour réduire la pression carbone consiste à se spécialiser sur des créneaux sophistiqués pour la production (projets en Angola de séparation des gaz et des liquides sur le fond de la mer et enfouissement du CO² à Lacq).

Xavier Beulin a rappelé le montant de nos exportations agricoles et agro-alimentaires de 47 milliards d'euros avec un solde positif de 9 milliards d'euros, et les contraintes et défis (réforme de la PAC -les restitutions vont disparaître en 2013- , les négociations OMC, les questions environnementales), les nouvelles concurrences (Brésil, Thaïlande, Chine...), une création de valeur en France de 200 milliards d'euros dans le secteur avec ancrage territorial et occupation du territoire, présence de quelques très grands groupes et de plusieurs milliers de PME dont il faut rationaliser le tissu.

Jacques Barrot a souligné l'importance de 3 leviers : le marché intérieur (il n'est pas encore achevé, nécessité de généraliser Erasmus, projet de small business act européen), la recherche et l'innovation (nous sommes encore loin de l'objectif des 3% du PIB), les négociations commerciales (l'Europe doit jouer l'ouverture des frontières, nécessité de contrecarrer le dumping, idée d'européaniser les pôles de compétitivité).

Le débat a permis de revenir sur les OGM (pour Xavier Beulin c'est un plus dans la lutte contre les maladies et la résistance à la sécheresse, et pour les consommateurs ; nous avons pris du retard dans les semences), sur l'Europe trop bon élève du développement durable (Thierry Desmarest souhaiterait que notre exemplarité entraîne les autres pays,

sous peine de risque de « fuites de carbone »), sur la nécessité pour Jacques Barrot de bien équilibrer précaution et progrès/innovation, sur la mondialisation du groupe Total, sur les autoroutes de la mer , sur les biocarburants (pour Xavier Beulin c'est une chance, seulement 1% des surfaces, leader dans le biodiesel, nouvelles perspectives avec les 2^è et 3^è générations, Thierry Desmarest insistant sur les subventions qui faussent les données et sur les gros efforts de recherche à faire) et la conclusion de Jacques Barrot sur le projet de navigation satellitaire Galileo.